



Assemblée générale

Distr. Limitée
8 juin 2000
Français
Original: anglais

Vingt-troisième session extraordinaire Comité ad hoc plénier

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Mónica **Martínez** (Équateur)

Examen et évaluation des progrès accomplis dans l'application des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing

Nouvelles mesures et initiatives visant à surmonter les obstacles à l'application du Programme d'action

Additif

1. Le Comité ad hoc plénier a examiné le paragraphe introductif de la section D, les paragraphes 102 b) *ter*, 122 b) *ter*, 125 h), 134 h), 135 b) *bis*, 136 a), 136 c), 136 d) et 138 e) *bis* du projet de texte de la vingt-troisième session extraordinaire [A/S-23/2/Add.2 (Part IV)] à sa ____ séance, le 9 juin 2000.
2. À la même séance, le Comité a approuvé les amendements suivants et recommandé à la session extraordinaire l'adoption des paragraphes amendés :
 - a) Le paragraphe 102 b) a été modifié comme suit :

« Instaurer et maintenir un contexte juridique non discriminatoire tenant compte de la situation des femmes en révisant la législation en vue de s'efforcer de supprimer les dispositions discriminatoires dès que possible, de préférence d'ici à 2005, et de combler les lacunes juridiques qui font que certains des droits des femmes et des filles ne sont pas protégés et que celles-ci ne disposent d'aucun recours efficace contre la discrimination fondée sur le sexe; »
 - b) Le paragraphe 102 e) a été supprimé;
 - c) Dans le paragraphe introductif de la section D, tous les crochets et caractères gras ont été supprimés;

d) Le paragraphe 122 b) *ter* a été modifié comme suit :

« Prendre d'autres mesures concrètes pour éliminer les obstacles qui s'opposent à la réalisation des droits des peuples à l'autodétermination, en particulier des peuples sous occupation coloniale ou étrangère, et qui nuisent à leur développement socioéconomique; »

e) Le paragraphe 125 h) a été modifié comme suit :

« Créer un environnement propice pour mettre au point et appliquer des politiques propres à promouvoir et protéger la jouissance de tous les droits de l'homme – civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, y compris le droit au développement – et des libertés fondamentales, dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'égalité entre les sexes, le développement et la paix; »

f) Le paragraphe 134 h) a été modifié comme suit et comporte désormais une note de bas de page relative aux expériences des femmes :

« Tirer parti des nouvelles technologies de l'information, y compris l'Internet, pour mieux partager, à l'échelle mondiale, l'information, la recherche, les acquis, les enseignements de l'histoire et les expériences des femmes¹ ayant trait à la réalisation de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix, et étudier d'autres rôles que ces technologies pourraient jouer dans la poursuite de cet objectif; »

g) Le paragraphe 135 b) *bis* a été modifié comme suit :

« Faciliter le transfert vers les pays en développement et les pays en transition des technologies dont ceux-ci ont besoin, en particulier des technologies nouvelles et modernes, et pousser la communauté internationale à agir pour supprimer les obstacles auxquels se heurtent ces transferts, ce qui est un bon moyen d'accélérer le mouvement vers la réalisation des objectifs de l'égalité des sexes, du développement et de la paix; »

h) Le paragraphe 136 a) a été modifié comme suit :

« Créer et renforcer des conditions conformes aux lois nationales et de nature à soutenir la capacité des organisations non gouvernementales de femmes de mobiliser des ressources pour assurer la durabilité de leurs activités de développement; »

i) Le paragraphe 136 c) a été remplacé par le texte suivant :

« Encourager l'établissement et le renforcement des partenariats rassemblant les différentes parties prenantes à tous les niveaux parmi les organisations internationales et intergouvernementales, et faisant intervenir les acteurs de la société civile, y compris les ONG, le secteur privé et les syndicats, les organisations de femmes et les autres associations, les moyens de communication et les médias, afin d'aller dans le sens des objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes; »

¹ (Note expliquant en quoi consistaient les expériences des femmes à insérer).

j) Le paragraphe 136 d) a été remplacé par le texte suivant :

« Encourager les partenariats et la coopération entre les gouvernements, les organisations internationales, en particulier les institutions financières internationales, et les organisations multilatérales, les institutions du secteur privé et la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, notamment les ONG de femmes et les organisations communautaires, pour soutenir les initiatives de réduction de la pauvreté axées sur les femmes et les filles; »

k) Le paragraphe 138 e) *bis* a été modifié comme suit :

« Prendre rapidement des mesures efficaces en vue de sensibiliser l'opinion publique internationale et nationale concernant l'incidence sur les femmes et les filles du problème mondial de la drogue sous ses différents aspects et veiller à mobiliser les ressources nécessaires à cet effet. »
